

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le **12 AOUT 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ANNECY BETON CARRIERE

14 chemin des grèves
Cran Gevrier
74 960 ANNECY

Références : SECH2022-20220728-RAP-InspInopCarABCDesingy-vs

1) Contexte

La situation de la sécheresse du département a amené l'inspection à réaliser des inspections inopinées dans les installations classées qui prélevaient de l'eau afin de déterminer si des mesures de réduction d'eau avaient été mises en place par l'exploitant. A la date de l'inspection, le niveau d'alerte renforcée concernait le secteur des Usses où la société ANNECY BETON CARRIERE exploitant de la carrière de matériaux alluvionnaires à sec prélève l'eau. C'est dans ce cadre que l'inspection a réalisé cette visite inopinée sur ce site.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement ANNECY BETON CARRIERE implanté Carrière de la Planaz La Petite Cote 74 270 DESINGY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANNECY BETON CARRIERE
- Carrière de la Planaz La Petite Cote 74 270 DESINGY
- Code AIOT dans GUN : 0006101769
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société ANNECY BETON CARRIERE été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à sec de matériaux alluvionnaires sur la commune de Desingy, par arrêté préfectoral (AP) du 16 juin 2014 pour une durée de 25 ans.

L'extraction est autorisée sur 31,5 ha sur un périmètre d'exploitation d'environ 51 ha. A la date de l'AP, le gisement a été estimé à 8 235 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 330 000 tonnes/an en moyenne et 400 000 t/an au maximum. Dans le cadre de la remise en état, le remblayage par apport de déchets inertes extérieurs est autorisé afin d'assurer la réinsertion du site. Le remblayage total autorisé est de 3 200 000 t.

Des installations de traitement sont également autorisées sur site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau
- Mesures mises en place dans le cadre de la sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
3	Laveur de roues	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 33	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Sécheresse 2022	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 32.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
1	Installation fixe de traitement	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 28	Sans suite

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
2	Prélèvement de l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 32.1	Sans suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sous 6 mois, l'exploitant est mis en demeure de mettre le laveur de roues de son site en circuit fermé.

Sous 1 mois, l'exploitant devra justifier la mise en place d'une procédure liée à la préservation de la ressource en eau lors d'épisodes de sécheresse.

Après analyse par l'inspection des installations classées, il sera proposé de prescrire le suivi et les actions mises en place en période de sécheresse par cette procédure dans un arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Installation de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Rendement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Installation fixe de production des granulats</p> <p>L'installation de traitement des matériaux, entièrement bardée, est composée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un criblage primaire ; • un criblage secondaire ; • un Concassage ; • une installation de lavage. <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des éléments de grande hauteur.</p> <p>L'installation de lavage des matériaux est située sur une aire bétonnée. Le lavage des matériaux est réalisé en circuit fermé, à partir d'une fosse de collecte des eaux clarifiées dans laquelle sont collectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux de ruissellement de la plate-forme de l'installation de traitement, • les eaux de lavage préalablement décantées, • l'ensemble des eaux de ruissellement collectées sur le site (piste d'accès, zone des stocks...). <p>L'appoint d'eau est assuré par un prélèvement dans le Rhône. L'exploitant met en place un suivi et une maintenance de ces installations permettant de garantir une efficacité de recyclage de 92 %. À ce titre, sont mesurées en continu, les quantités d'eau d'appoint et les quantités d'eau consommées en entrée d'installation de traitement.</p> <p>L'exploitant effectue un bilan annuel du fonctionnement de l'installation permettant de calculer le taux de recyclage effectif et de proposer les actions d'amélioration éventuelles.</p> <p>La plate-forme affectée au stockage des matériaux produits par l'installation, d'une surface de 1 ha, est équipée d'un fossé périphérique permettant de collecter les eaux excédentaires en cas d'important épisode pluvieux en vue de leur utilisation dans l'installation de lavage des matériaux.</p> <p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, nous avons constaté en séance, que le rendement du système de recyclage des eaux est de 95 %. Depuis le début de l'année, ce taux oscille entre 94 et 96 %.</p> <p>La supervision est réalisée en continu. Le système de supervision relève toutes les données des compteurs d'eau et ensuite calcul le taux de rendement pour l'installation de traitement.</p> <p>Installation de lavage des matériaux en circuit fermé.</p> <p>Les eaux sont envoyées directement dans le clarificateur, pour être réutilisée par la suite dans les</p>

installations.

Il existe également une presse à boue, les boues sont ensuite mises en remblai dans le cadre du réaménagement de la carrière.

L'ensemble des eaux de ruissellement sont collectées par des drains et des fossés. Ces eaux sont envoyées par gravité dans un bassin de décantation. La pompe de relevage permet de les renvoyer dans la citerne située à l'entrée du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Prélèvement de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 32.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement des matériaux sont alimentées depuis un prélèvement d'eau effectué dans le Rhône, en amont immédiat du barrage de Seyssel.

Ce prélèvement est réalisé conformément aux engagements de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation.

En particulier :

- le débit instantané est limité à 200 m³/h ;
- le débit journalier est limité à 600 m³/jour ;
- le volume annuel est limité à 150 000 m³/an.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux issues du système de pompage et notamment les fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, s'il y a lieu. La station de pompage associée au prélèvement est située hors zone inondable et est interdite aux personnes étrangères à l'exploitation.

L'installation de prélèvement permet le prélèvement d'échantillon d'eau brute. Elle fait l'objet d'un entretien régulier et permet le maintien en permanence de la vie, la circulation, la reproduction des espèces piscicoles qui peuplent le cours d'eau et ne porte pas atteinte aux milieux aquatiques et zones humides en relation avec le cours d'eau concerné par le prélèvement.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter le gaspillage d'eau. À ce titre, un contrôle d'étanchéité des canalisations d'amenée d'eau est réalisé à la mise en service.

Un suivi par bilan, est réalisé. En cas de dérive, des contrôles d'étanchéité sont mis en œuvre.

L'installation de prélèvement est équipée d'un dispositif de mesure en continu du volume prélevé et du débit instantané. Ces équipements sont adaptés à la qualité des eaux prélevées, ils sont infalsifiables et permettent de connaître également le volume cumulé du prélèvement. Ils font l'objet d'un entretien régulier. Une consigne définit les conditions de maintenance et de remplacement des équipements. L'exploitant relève de manière mensuelle les volumes et débits prélevés et consigne les informations sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées, avec les commentaires sur les évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau du site doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

(...)

Constats :

Le point de prélèvement est situé dans le Rhône à 6 kms environ de la carrière. A 1 km du point de prélèvement, il existe une station intermédiaire où est située une cuve tampon. Cette cuve permet de décanter les eaux avant de les envoyer dans les installations de traitement par 2 pompes, cela permet de limiter l'usure de la canalisation.

Nous avons vu en séance que la consommation en 2021 est de 22 542 m³.

L'exploitant nous a déclaré que l'eau sert :

- aux installations de traitement dont le lavage des matériaux ;

- à l'arrosage des pistes ;
- au laveur de roues.

Toutes les parties enrobées jusqu'au pont bascule sont nettoyées par une balayeuse/laveuse. Ce nettoyage est sous-traité auprès de la société CSP qui intervient 2 fois/semaine, les mardis et jeudis et autant de fois que nécessaire.

L'exploitant envisage d'acquérir une balayeuse pour réaliser le nettoyage lui-même.

A la date de l'inspection nous avons vu les consommations d'eau ne dépassent pas les limites autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Laveur de roues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 33

Thème(s) : Risques chroniques, Laveur de roues

Prescription contrôlée :

(...)

Les véhicules quittant le site ne devront pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. En tant que de besoin, un dispositif permettant le nettoyage des roues et du châssis des véhicules est installé en sortie du site. Il fonctionne en circuit fermé et est régulièrement entretenu.

(...)

Constats :

L'exploitant a mis en service fin mars 2022 un laveur de roues en sortie de site. L'exploitant nous a déclaré qu'il n'était pas en circuit fermé mais que l'ensemble des eaux de lavage était canalisé et envoyé dans un bassin de décantation, l'eau par la suite s'infiltre.

L'exploitant nous a déclaré étudier la mise en place du circuit fermé du laveur courant 2023.

Conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Haute-Savoie, de mettre en demeure l'exploitant de respecter, **sous 6 mois**, l'alinéa 6 de l'article 33 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PAIC-2014167-0006 du 16/06/2014.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

Nom du point de contrôle : Sécheresse 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 32.1

Thème(s) : Risques Chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

(...)

En cas de sécheresse, il pourra être demandé à l'exploitant de limiter voire différer ses prélèvements.

Arrêté-cadre « Sécheresse » n°DDT-2022-0710 du 16 mai 2022.

Arrêté DDT-2022-0894 du 18 juillet 2022 relatif aux limitations des usages de l'eau niveau alerte renforcée sur le secteur des Usses.

Constats :

L'exploitant prélève dans le Rhône, en amont immédiat du barrage de Seyssel. Il fait partie du bassin de gestion sur le secteur des Usses.

Au vu des conditions météorologiques l'exploitant nous a déclaré la mise en place selon les seuils

d'une réduction du volume d'eau autorisé par son arrêté préfectoral :

- en alerte renforcée : 50 %;
- en crise 75 %.

Les installations de traitement sont en circuit fermé, l'eau provient soit du Rhône soit des eaux de ruissellement. Afin de déterminer la quantité d'eau utilisée selon la provenance (Rhône ou pluviale) dans les installations, l'exploitant sous 1 mois mettra en place un compteur au niveau de la pompe de relevage du bassin avant que l'eau soit envoyée dans la citerne.

A la date de l'inspection, l'exploitant ne savait pas :

- où trouver l'information sur les épisodes de sécheresse et de quel bassin il dépend ;
- qu'il existe des différents seuils selon l'épisode de sécheresse.

Actuellement, l'ensemble des informations est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.haute-savoie.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevenir-le-risque-et-se-proteger/Eau/Secheresse/>

Dans l'arrêté cadre, qui fixe des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse, il existe 4 seuils :

- vigilance ;
- alerte ;
- alerte renforcée ;
- crise.

Sous 1 mois, l'exploitant doit mettre en place une procédure liée à la préservation de la ressource en eau lors d'épisodes de sécheresse.

Cette procédure doit comporter a minima (liste non-exhaustive) les informations suivantes et les actions mises en place doivent être graduées selon le seuil rencontré :

- site où trouver les informations relatives à mon bassin et le seuil associé en période de sécheresse ;
- fréquence de surveillance du site selon chaque seuil et en période normale ;
- listing des installations qui utilise l'eau, pourcentage d'eau utilisée dans chaque installation, rendement éventuel ;
- contrôle et maintenance des compteurs ;
- la consommation d'eau utilisée par tonne produite ;
- actions mises en place selon chaque seuil. A chaque seuil l'exploitant se doit de mettre en place des mesures de réduction de sa consommation d'eau. Il doit également démontrer que l'utilisation de l'eau prélevée est indispensable à la continuité économique de son activité et qu'il optimise sa consommation d'eau, par exemple :
 - circuit fermé ;
 - calcul du rendement de l'utilisation d'eau dans son installation de traitement et de la consommation d'eau par tonne produite ;
 - aspersion plus tôt qu'arrosage et plan des asperseurs ;
 - suivi des niveaux d'eau sur les points de prélèvement ;
 - et toute action permettant de justifier l'optimisation de sa consommation d'eau sur le site.

Chaque suivi et chaque action doivent être tracés.

L'exploitant transmettra cette procédure. Après analyse par l'inspection des installations classées, il sera proposé de prescrire le suivi et les actions mises en place en période de sécheresse par cette procédure dans un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois